

PRÉFET DE L'ESSONNE

PREFECTURE

DIRECTION DE LA COORDINATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DE L'UTILITE PUBLIQUE
ET DES PROCEDURES ENVIRONNEMENTALES

ARRÊTÉ

n° 2018-PREF-DCPPAT-BUPPE/134 du 18 juin 2018
mettant en demeure la Société SLEEVE INTERNATIONAL de respecter les prescriptions
applicables pour son établissement situé à MORANGIS

LE PRÉFET DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 27 avril 2018 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, en qualité de préfet de l'Essonne,

VU le décret du 12 octobre 2017 portant nomination de M. Mathieu LEFEBVRE, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-PREF-DCPPAT-BCA-080 du 22 mai 2018 portant délégation de signature à M. Mathieu LEFEBVRE, Secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n° 2008-PREF.DCI3/BE0098 du 15 juillet 2008 autorisant la Société SLEEVE INTERNATIONAL à exploiter des activités relevant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement sises 5 avenue Arago, ZI Le Val, 91420 MORANGIS,

VU le courrier préfectoral du 5 juillet 2016 actant la mise à jour de la situation administrative du site,

VU l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R.512-33, R.512-46-23 et R.512-54 du code de l'environnement,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 7 mai 2018, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 11 avril 2018, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 18 mai 2018 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du courrier préfectoral susvisé au terme du délai imparti,

CONSIDERANT que lors de la visite du 11 avril 2018, l'inspecteur a constaté que les émissions de composés organiques volatils (COV) pour l'année 2017 sont de 179,347 tonnes, soit supérieure à l'émission annuelle cible (EAC) fixée à 120,470 tonnes par l'article 2 du chapitre II du titre III de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 juillet 2008,

CONSIDERANT l'article 1.I.b de l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R.512-33, R.512-46-23 et R.512-54 du code de l'environnement : "Pour l'application de l'article R.512-33 du code de l'environnement, est réputée substantielle, pour les grandes installations dont la consommation de solvants est supérieure à 25 tonnes par an, la modification de la capacité nominale donnant lieu à une augmentation des émissions de COV de plus de 10 %",

CONSIDERANT que l'article R.512-33 du code de l'environnement a été remplacé par l'article R.181-46,

CONSIDERANT que l'augmentation des émissions de COV entre l'autorisation initiale et les émissions de 2017 est de 53,55 % (179,347 – 116,8),

CONSIDERANT que cette augmentation excède le seuil de 10 % retenu pour caractériser le caractère substantiel de la modification,

CONSIDERANT que l'établissement est l'un des plus gros émetteurs de composés organiques volatils (COV) du département de l'Essonne et compte tenu des enjeux en terme de rejets de COV, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société SLEEVE INTERNATIONAL, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La Société SLEEVE INTERNATIONAL, dont le siège social est situé 5 Avenue Arago, ZI Le Val, 91421 MORANGIS Cedex, exploitant une installation classée sise 5 avenue Arago, ZI Le Val, 91420 MORANGIS, est mise en demeure de respecter :

dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- l'article 2 du chapitre II du titre III de l'arrêté préfectoral n° 2008.PREF.DCI 3/BE 0098 du 15 juillet 2008 en respectant la prescription suivante : "L'émission de COV pour une année donnée doit être inférieure à l'émission annuelle cible. L'émission annuelle cible est égale à 1 kg de COV par kg d'extraits sec utilisé dans l'année en cours",

- l'article 1.I.b de l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 susvisé, en déposant une nouvelle demande d'autorisation environnementale en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement ou en réduisant les émissions de COV de manière à revenir aux émissions initiales majorées de moins de 10 % (soit 128,48 tonnes de COV annuelles), afin que l'augmentation des émissions de COV ne soit pas une modification réputée substantielle en référence à l'article 1.I.b de l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009.

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES), dans les deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

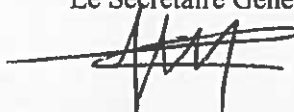
ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,

Les inspecteurs de l'environnement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la Société SLEEVEVER INTERNATIONAL, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Monsieur le Sous-Préfet de PALAISEAU et Monsieur le Maire de MORANGIS.

Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général



Mathieu LEFEBVRE

